

judiciaire, de tolérance et de liberté d'expression religieuse, de sécurité de base, du respect de la propriété privée, de libertés individuelles.

Il est notamment reproché au régime algérien une concentration croissante des décisions politiques et une marginalisation de l'action parlementaire, sur un fond de lutte fermée pour la succession.

Nous vivons une situation où les pouvoirs publics recourent aux hydrocarbures pour «acheter la paix sociale», où les protestations et oppositions aux forces de l'ordre «sont de plus en plus fréquentes avec pour arrière-fond des demandes pour un meilleur habitat, des services publics plus performants et plus d'emplois».

b. Insécurité juridique

Aux sources de la véritable tragédie nationale se trouve un facteur insoupçonné : le mépris du droit, le déni du droit, l'arbitraire.

Le pouvoir algérien légifère par ordonnance (synonyme de centralisation du pouvoir) et gouverne par la circulaire (signe de son extrême bureaucratisation). Sa hiérarchie des normes est réduite à ces deux seuls paliers.

Il lui reste à construire une sécurité juridique.

La sécurité juridique concerne les modes d'expression et de réalisation du droit. Comme telle, elle assure la réalisation de l'ordre social qui va au-delà de la protection contre l'anarchie ou l'arbitraire : il œuvre au développement harmonieux des rapports entre les sujets de droit.

La sécurité juridique fait défaut dans ses trois exigences du droit :

1. accessibilité : le droit doit être clair et lisible ;
2. stabilité du droit, des droits et des situations individuelles régulièrement constitués ;
3. prévisibilité.

1. Accessibilité formelle d'abord, au sens de prise de connaissance matérielle ou physique des sources du droit qui ne doivent pas être secrètes.

Accessibilité matérielle aussi, au sens de diffusion et de publicité du droit.

Il ne suffit pas de découvrir et de lire le droit. Encore faut-il le comprendre. C'est la troisième dimension de l'accessibilité : l'accessibilité substantielle, au sens d'accessibilité intellectuelle, de compréhension du sens des règles. Elle couvre le mode d'expression du droit.

2. La dimension «stabilité du droit objectif» couvre les sources du droit, principalement la loi et la jurisprudence. Elle touche tant à la forme qu'au fond ou au sens des règles.

S'agissant du fond, la stabilité du droit tient à deux aspects : le respect de la hiérarchie des normes et la mise à l'abri de la règle contre toute remise en cause a posteriori au nom d'une règle de valeur supérieure (c'est l'assurance qu'elle est à l'abri de réactions intempestives), d'une part ; l'absence de changement du contenu de la règle par celui qui a compétence pour la modifier (parce que le temps donne de l'autorité au droit), d'autre part.

Ici, un législateur prolifique et versatile a pour récompense l'ineffectivité de ses lois. La cohérence de l'ordre juridique et la fiabilité du droit acquièrent de la légitimité par leur continuité. Le développement est un processus continu et cumulatif, disait François Perroux.

3. La prévisibilité poursuit deux objectifs : bâtir des prévisions et respecter des prévisions déjà bâties.

Bâtir des prévisions, c'est donner aux sujets de droit la possibilité de construire des prévisions individuelles juridiquement sanctionnées. Le droit se propose ici de dissiper l'incertitude de l'avenir que peuvent générer les incohérences et les flous.

Respecter les prévisions volontaires régulièrement bâties trouve sa meilleure illustration dans la responsabilité civile contractuelle. Le contrat est par définition un acte de prévision. Et la sécurité juridique s'entend du respect des prévisions juridiques des parties, de la protection de la confiance légitime des contractants.

c. Mesurer le non-droit

Il est l'expression de conditions persis-

tantes dans lesquelles la loi de la force prévaut sur la force de la loi.

Le rapport sur l'Etat de droit dans le monde, publié par l'ONG World Justice Project (WJP), est un exercice inédit de quantification et de mesure de l'effectivité de la norme juridique dans différents Etats.

Cette vaste enquête de l'ONG World Justice Project⁽⁶⁾, résultat de 97 000 entretiens individuels dans 97 pays et de

2 500 experts politiques à travers le monde, établit un classement en fonction d'un indice 2012 de l'Etat de droit.

Elle couvre «neuf dimensions de la primauté du droit» : les limites aux pouvoirs du gouvernement, l'absence de corruption, l'ordre et la sécurité, les droits fondamentaux, l'ouverture ou l'accessibilité au gouvernement, l'application de la réglementation, la justice civile, la justice pénale et la justice informelle.

Des sous-facteurs, construits à partir de plus de 400 variables tirées des évaluations du grand public (1 000 personnes interrogées par pays) et des experts juridiques, vont expliciter ces neuf critères d'évaluation de l'Etat de droit.

. L'Etat de droit trouve sa première expression dans **l'existence d'un gouvernement qui jouit de prérogatives limitées – non absolues**.

. Le second critère, l'absence de corruption, mesure si les agents de l'Etat (fonctionnaires du gouvernement, de la justice, du Parlement, de la police et de l'armée) ne peuvent pas utiliser leurs fonctions publiques à des

Les pays qui ont réussi ont associé des taux d'épargne et des taux d'investissement élevés, nous dit la Banque mondiale. Qu'en est-il chez nous ? Avec un taux d'épargne de plus de 40% et un taux d'investissement «effectif» de seulement 2%, le modèle algérien de croissance par la dépense publique ne peut faire long feu.

fins privées.

. Le troisième facteur mesure l'ordre et la sécurité. Il permet de savoir si la criminalité est «effectivement sous contrôle», si la guerre civile est «effectivement limitée», et si les gens ne recourent pas à la violence pour résoudre leurs griefs personnels.

. En quatrième lieu intervient l'effectivité des droits fondamentaux.

. Cinquièmement : un gouvernement ouvert, accessible et transparent.

. Sixièmement : l'exécution de la réglementation.

. Septièmement : la justice civile.

. Huitièmement : la justice pénale.

. Neuvièmement, la justice informelle.

1. Des pistes pour sortir de l'impasse

On en privilégiera deux : une économie sociale de marché (au sens où elle assure l'équilibre marché et démocratie, régulation et contre-pouvoirs), et l'effort pour la mise en œuvre d'une croissance forte et durable.

1. Une économie sociale de marché : l'équilibre marché et démocratie, régulation et contre-pouvoirs

Le marché peut se passer de la démocratie, mais la démocratie a besoin du marché dont le principal levier reste l'entreprise privée et la liberté de commerce et d'industrie exercée dans le cadre d'une régulation qui préserve des positions de monopoles et de concentration.

En Algérie, l'Etat se désengage par mimétisme, en important des kits juridiques et institutionnels «clés en main» — reproduction dans le détail des textes français :

- la transition d'une économie administrée à une économie de marché ;
- la séparation entre l'Etat opérateur et l'Etat régulateur ;
- le passage d'un Etat monocentrique à un Etat polycentrique.

Les structures de régulation sont chargées de «construire la concurrence», de «satisfaire le besoin nouveau de régulation sociale et de protection des libertés». En Algérie, la liberté de commerce et d'industrie est plombée par le régime juridique de la propriété. Celle-ci revêt

un certain nombre de particularités, principalement trois : son avènement récent, sa précarité et son origine rentière.

Un droit récent. Ce n'est qu'en 1996 que l'article 24 de la nouvelle Constitution introduit une nouvelle responsabilité de l'Etat envers les citoyens en stipulant que «l'Etat est responsable de la sécurité des personnes et des biens».

Plus loin, au sein du chapitre IV consacré aux droits et libertés, l'article-phare 37 garantit pour la première fois la liberté de commerce et d'industrie qui, toutefois, «s'exerce dans le cadre de la loi».

L'article 122, al. 9 ajoute : «Le Parlement légifère... dans le domaine du régime des obligations civiles, commerciales et de la propriété.»

Un droit précaire. En témoignent un premier lot de facteurs : **la précarité des titres juridiques et l'expropriation**.

Difficile de se retrouver dans cet imbroglio juridique à l'issue du recensement des instruments juridiques au service de la preuve de la propriété foncière qui, outre les actes authentiques, recense : l'acte de notoriété, les titres délivrés par voie d'enquête foncière, le certificat de possession et la prescription acquisitive.

Le programme d'action gouvernementale initié en 2004 avait situé comme axe fondamental pour le développement socio-économique du pays : la réalisation d'infrastructures d'envergure nationale, telle l'autoroute Est-Ouest.

Les pays qui ont réussi ont associé des taux d'épargne et des taux d'investissement élevés, nous dit la Banque mondiale. Qu'en est-il chez nous ? Avec un taux d'épargne de plus de 40% et un taux d'investissement «effectif» de seulement 2%, le modèle algérien de croissance par la dépense publique ne peut faire long feu.

A cet égard, dans des buts de facilitation et de célérité, la loi de finances pour l'année 2005 a introduit dans son article 65 des dispositions permettant purement et simplement la possession immédiate.

Cette loi de finances a ainsi complété la loi en vigueur relative à l'expropriation par deux articles supplémentaires nouveaux : les articles 12 bis et 12 ter ; ce dernier stipule de façon péremptoire que «l'administration expropriante peut procéder à la prise de possession immédiate...».

Les recours en justice introduits par les intéressés ne peuvent en aucun cas sursoir à l'exécution de la procédure de possession immédiate.

Ce sera le décret exécutif n° 05-248 du 10 juillet 2005 déjà précité, qui fixera en son article 10 bis l'évolution vers une application permissive de l'expropriation pour utilité publique, expropriation conçue et organisée au profit de l'Etat qui réalise d'emblée l'extension de son domaine au détriment d'un propriétaire individuel de moins en moins protégé.

Un droit d'essence rentière. Djilali Liabès a mené une des premières enquêtes sur le secteur privé dans notre pays dans le cadre de ses recherches doctorales⁽⁶⁾.

Il nous livre une analyse approfondie et sans concession sur l'origine du capital privé, de sa stratégie de développement et de la logique de reproduction, l'identification des sphères d'accumulation, la spécification que le capital privé entretient avec le secteur de l'Etat, les appareils d'Etat et le pouvoir politique.

Le rôle de l'Etat dans la configuration première du secteur privé sera essentiel, il est par ailleurs fortement incitatif.

L'Etat est par ailleurs, et plus globalement, initiateur d'un marché protégé «qui autorise des surcapacités, une stagnation de la qualité, voire sa régression, un fonctionnement monopolistique ou oligopolistique de la structure des prix».

Cela reste le cas aujourd'hui. D'où cette renégociation sans fin des termes de l'hégémonie.

D. Liabès souligne fort à propos : «Partis de (presque) rien, autodidactes, n'ayant pas fréquenté les écoles de gestion, ces industriels abordent le domaine qui leur était inconnu et dont l'esprit et les méthodes de gestion sont très différents du secteur commercial. Mais très vite, ces chefs d'entreprise apprennent le métier. De cet apprentissage rapide témoignent les stratégies d'accumulation mises en œuvre à travers les investissements additionnels ou la multiplication des «opportunités» d'investissement.»

Cette formulation keynésienne du processus de formation de la classe des industriels est inévitable au regard du rôle prépondérant de l'Etat et de la proximité des sphères du pouvoir comme condition d'accumulation primitive.

En réalité, jusqu'au tournant des années 1980, la moyenne et grosse bourgeoisie étudiée par Liabès a pour cible et objectif de «mettre sous tutelle le secteur public, le faire fonctionner à son profit, sans porter atteinte à son existence formelle ni aux tâches «sociales» qu'il réalise.

«Jamais bourgeoisie ne s'est trouvée aussi liée à l'Etat et objectivement favorisée par les pratiques d'un Etat national paradoxalement anti-capitaliste», relevait-il déjà.

2. Une croissance forte et durable

Le Rapport sur la croissance : stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire, élaboré par la Commission sur la croissance et le développement⁽⁷⁾, dresse un inventaire des vecteurs d'une croissance forte et durable sur une très longue période : l'après-guerre.

Les treize pays qui ont rempli les conditions requises pour ce type de croissance (le Botswana, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, Malte, le sultanat d'Oman, Singapour, Taiwan et la Thaïlande) réunissent «cinq points de similitude frappants» :

- ils ont exploité au maximum l'économie mondiale ;
- ils ont maintenu la stabilité macroéconomique ;
- ils ont associé des taux d'épargne et des taux d'investissement élevés ;
- ils ont laissé les marchés affecter les ressources ;
- leurs gouvernants étaient très impliqués, crédibles et compétents.

Sur le premier point, nous avons entrepris une insertion négative dans la division du travail par le seul biais de la seule offre d'énergie.

L'instabilité macroéconomique qui empêche que soit pris un cap de croissance durable est attestée par des cycles d'ajustements interne (1988-1990) et externe (1994-2000). Le processus d'édification nationale est anachronique, inachevé, contrarié. Ainsi, pas moins de huit Constitutions, pour moitié formelles (1963, 1976, 1989, 1996) et pour moitiés matérielles (1962, 1965, 1992 et 1994), ont vu le jour depuis l'indépendance.

Les pays qui ont réussi ont associé des taux d'épargne et des taux d'investissement élevés, nous dit la Banque mondiale.

Qu'en est-il chez nous ? Avec un taux d'épargne de plus de 40% et un taux d'investissement «effectif» de seulement 2%, le modèle algérien de croissance par la dépense publique ne peut faire long feu.

Autre paramètre de mesure macro-économique : la capacité des marchés à affecter les ressources, en quête d'efficience économique. C'est tout le contraire de la distribution «prébendière, occulte, clientéliste et discrétionnaire de la rente» qui prévaut chez nous.

Enfin, et non des moindres, les paramètres politiques : des gouvernants «très impliqués, crédibles et compétents».

Nous pouvons mesurer le chemin qui reste à parcourir en matière de gouvernance au regard de cette tendance constante majeure, insuffisamment explicitée : la fermeture des espaces de dialogue et de concertation, et la «déresponsabilisation» politique.

A. B.

Conférence à l'Université d'été du FFS, Souk El Tenine, mercredi 2 septembre 2015.

1) Institute for Economics and Peace, Global Peace Index 2015, Measuring Peace, Its Causes and its Economic Value, juin 2015, 125 pages.

2) On retrouve ce schéma évolutionniste dans le best-seller d'Alvin Toffler, La troisième vague, édité en 1980.

3) Dani Rodrik, Rethinking Democracy, 11 juin 2014, <https://www.project-syndicate.org/>

4) On peut le consulter dans sa totalité sur www.eiu.com/DemocracyIndex2010

5) www.worldjusticeproject.org

6) Djilali Liabès Capital privé et patrons d'industrie,

réédité par le ministère de la Culture, sous les presses de l'ENAG.

7) Commission on Growth and Development, The Growth Report. Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 2008.